

**Déclaration Officielle au nom de l'Honorable
AKWASI OSEI-ADJEI (MP)**

**Ministre des Affaires Etrangères, Intégration
Régionale & NEPAD de la République du GHANA**

AU

9^{ème} Forum pour le Partenariat avec l'Afrique

Alger, Algérie

12-13 Novembre 2007

Vos Excellences,

Mesdames, Messieurs les Partenaires au Développement de la Confrérie du FPA

Monsieur le Président de la Commission de l'Union Africaine

Monsieur le Président du Mécanisme de Révision des Pairs Africains,

Monsieur le Vice-Président du Secrétariat du NEPAD,

Honorables Ministres,

Amis des Organisations de la Société Civile,

Honorable présence,

Mesdames et Messieurs,

J'ai l'honneur et le plaisir de m'adresser à votre honorable présence en cette occasion de la 9^{ème} session du Forum pour le Partenariat avec l'Afrique (FPA). Tout d'abord, je souhaite exprimer ma plus profonde admiration et ma plus grande gratitude à tous les Délégués de la Confrérie du FPA et au Gouvernement de la République Démocratique & Populaire d'Algérie qui a généreusement organisé cette conférence.

Nous sommes profondément reconnaissants envers le Gouvernement pour avoir mis à notre disposition toutes les commodités qui ont fait que nous nous sommes sentis « chez nous même loin de chez nous ».

Aussi, et en respect de ses hauts lieux, il est édifiant de nous rappeler le soutien inébranlable du Gouvernement et du Peuple Algérien à notre cause commune ; le renouvellement du Continent Africain.

En effet, une étape importante dans le progrès vers l'entrée du NEPAD dans la structure et le processus de l'Union Africaine a été franchie ici même à Alger en mars 2007. La décision de l'Algérie de mars 2007 vise à un meilleur positionnement et une intégration plus signifiante du NEPAD dans la structure et le processus de l'Union Africaine, étant une autorité ayant pouvoir d'accélérer la mise en place des programmes économiques conçus pour le renouvellement de l'Afrique.

Comme nous le savons tous, seulement cette semaine, la ville historique d'Alger a accueilli la Conférence de Réflexion sur le Mécanisme de Révision des Pairs Africains visant à trouver les moyens et outils à même d'aborder quelques uns des défis auxquels le programme fait face.

Dans l'esprit de l'intérêt historique de ces lieux et de la bonne volonté collective de la Présidence actuelle du G8 envers l'Afrique, j'espère que les résultats de cette réunion soutiendront l'élan et le sens de la vision qui aideront à actualiser les objectifs du FPA dans la vie quotidienne des Africains.

Monsieur le Président,

Vu les thèmes du 9^{ème} FPA, la question de la gouvernance et du développement touche la corde sensible des aspirations politiques et socio-économiques des Africains pour un meilleur lendemain.

Comme nous le savons tous, depuis le nouveau millénaire, un lourd sens de l'urgence a été relevé afin de cultiver et d'assurer les conditions durables à la paix, la sécurité et la stabilité du continent Africain.

En reconnaissance des intérêts et des exigences de démocratie et de bonne gouvernance, les leaders Africains ont communément fait de la bonne gouvernance une priorité urgente pour le développement du continent. L'Acte Constitutif de l'Union Africaine et le cadre de travail du NEPAD ont tous deux mis l'accent sur la centralité de la bonne gouvernance pour le développement économique de l'Afrique.

Monsieur le Président,

Indubitablement, la mauvaise gouvernance, les conflits perpétuels, le manque de sécurité et de stabilité sont les défis communs auxquels l'Afrique est confronté dans sa quête du développement durable. A travers les années, ces obstacles ont empêché l'Afrique de cueillir les fruits prospères de ses énormes richesses.

Heureusement, cette réalité informe d'un sens de vision renouvelé et d'une volonté politique relancée de la part des leaders Africains à œuvrer assidument à trouver des solutions aux conflits du continent Africain et à y ancrer démocratie et bonne gouvernance.

Monsieur le Président,

Il est important de rappeler que les tentatives de résolution des problèmes politiques de l'Afrique sur une base continentale datent de la formation de l'Organisation de l'Union Africaine en 1963. Dans ce même esprit, la tentative de forger une initiative continentale pour résoudre les problèmes économiques de l'Afrique date du Plan d'Action du Lagos, en 1980.

Pour ceci et en considérant ce contexte, les efforts actuels des leaders Africains pour le renforcement de la paix et de la stabilité au sein du continent doivent être salués, étant les unités de valeur pour le développement socio-économique du continent Africain.

En effet, dire que les leaders Africains se sont engagés avec vigueur à trouver des solutions finales aux conflits et à l'instabilité dans le continent serait chose exagérée. Ceux à la barre des affaires pour assurer la paix, la sécurité et la stabilité continuent à exprimer leur engagement dans cette cause.

Monsieur le Président,

C'est à la lumière de ce qui a été dit que, nous, partenaires Africains, considérons que cette réunion particulière est une étape cruciale dans notre désir et nos efforts communs à reconcentrer le FPA autour de ses principes fondamentaux ; un consensus et des valeurs communes pour évaluer les engagements et les responsabilités mutuelles conçus pour relever les défis auxquels l'Afrique est confrontée.

Alors que l'intérêt principal du FPA reste l'échange entre les partenaires au développement économique et politique de l'Afrique, il est bien impératif de reconnaître que, le désir absolu de créer des conditions de paix durables et enviables est basé sur une juste évaluation des réalités socio-économiques et des priorités de l'Afrique.

Monsieur le Président,

Afin d'étayer ce point d'avantage, il est clairement souligné qu'une grande partie des propositions du NEPAD est son Initiative de Démocratie et de Gouvernance insiste sur le fait que « le développement est impossible dans l'absence d'une démocratie réelle, du respect des droits de l'homme, de la paix et de la bonne gouvernance ».

Par conséquent, ce projet engage les pays Africains à respecter les normes globales de démocratie, avec son élément principal de pluralisme politique, de divers partis politiques et d'élections démocratiques libres et transparentes.

Le progrès de l'Afrique est significatif et considérable dans la promotion de la bonne gouvernance sous tous ses angles. Plus que jamais, le principe d'intolérance des changements non-constitutionnel des gouvernements devient largement courant en Afrique. Pour étayer ce point, bien plus de 45 élections ont été conduites en Afrique, depuis le lancement du NEPAD en juillet 2001.

Il est également instructif d'observer que sur les cinq dernières années, l'Afrique a, à maintes reprises, enregistré des indicateurs économiques bien encourageants montrant que, graduellement, des conditions propres sont créées pour la croissance macroéconomique et le développement durable.

Monsieur le Président,

En termes d'établissement de la démocratie et de la bonne gouvernance, l'APRM a, depuis mars 2003, présenté aux Africains l'opportunité de discuter et de tracer le chemin menant vers les réformes nécessaires à un pays pour y enraciner la bonne gouvernance. L'APRM est devenu une initiative audacieuse et innovatrice, détenant les chances de fonder la bonne gouvernance en Afrique.

Un autre effort important à consolider les chances de l'Afrique est l'engagement envers la prise en charge de la coopération et de l'intégration régionale de l'Afrique. Ce furent des efforts soutenus et très encourageants visant à standardiser les programmes et mandats des Communautés Economiques Régionales (RECs) en Afrique pour ainsi éviter la multiplication inutile des efforts, énergie et ressources en vue d'atteindre les objectifs communs.

Monsieur le Président,

En dépit du progrès susmentionné, beaucoup d'autres défis attendent l'Afrique dans sa quête du renouvellement continentale.

A l'aube du nouveau millénaire, des centaines de millions d'Africains vivent encore à moins d'un dollar par jour. Aussi, l'Afrique continue à souffrir d'un déficit lourd concernant son habilité à maîtriser immédiatement le fléau du HIV/SIDA, Malaria, Tuberculose et autres maladies infectieuses.

Monsieur le Président,

Alors que nous reconnaissons que nous devons d'abord créer les conditions durables et enviables engendrant la prospérité et la croissance, il est tout autant vrai que le désastre de la pauvreté et de l'extrême privation tend à ébranler la durée de la paix, de la sécurité et de la stabilité.

Dans le juste sens des mots, dans notre monde globalisé, la pauvreté où qu'elle soit est une menace réelle à la prospérité. C'est pourquoi nos efforts enthousiastes à créer les conditions nécessaires à la paix, la sécurité et la stabilité doivent aller en tandem avec nos efforts conscients à bonifier le climat économique et social de nos peuples.

C'est à cette image que nous voulons réévaluer collectivement les objectifs du FPA en complétant les nobles efforts des Africains à délivrer le continent de l'extrême pauvreté et du sous- développement.

Le FPA ne doit pas être jugé par notre empressement à participer à ces réunions, mais par l'effort sincère de créer la confiance et le respect mutuel, par le partage d'un système commun à aborder les défis auxquels font face la majorité de nos peuples.

Il nous est important d'œuvrer à revoir toutes les politiques, tous les engagements et les responsabilités, ouvertement et en toute transparence.

Afin de nous aider à établir le même environnement des priorités et à décider des objectifs, nous avons d'urgence besoin de comprendre le mieux possible le sens de la détermination, en travaillant dans les limites du Plan d'Action pour l'Afrique. Nous avons besoin de redécouvrir les éléments critiques à la création des opportunités à reporter l'attribution des finances, les engagements politiques et à convenir de la clé de l'avenir.

Permettez-moi de conclure en affirmant que le NEPAD reconnaît l'importance de promouvoir une nouvelle relation avec les pays développés, basée sur le respect, la confiance et la responsabilité mutuels. Les leaders Africains ont montré leur détermination commune à œuvrer ensemble –et même plus étroitement- à éradiquer la pauvreté du continent et à rendre toute leur dignité aux pays Africains.

Nous attendons de cette réunion qu'elle nous donne le rapport à suivre, nous assurant que les priorités de consolidations des acquis du NEPAD sont bien notées et abordées.

Merci de votre attention